

Publié le 3 novembre 2022

Le Green Deal européen disséqué lors d'un débat organisé par SGI France

Le 27 octobre dernier, SGI France a organisé un déjeuner-débat à la Caisse des dépôts et consignations, réunissant des représentants de la Commission européenne, du gouvernement français, ainsi que des membres de SGI Europe, pour discuter de la transition verte. Un débat de haute volée, qui avait pour but d'échanger sur les priorités européennes du verdissement de l'économie. La Fédération des élus des entreprises publiques locales, qui a coorganisé le déjeuner, revient sur cet échange exceptionnel.



Le Pacte vert européen au cœur du débat

Engagée début 2021 dans un contexte de reprise épidémique et d'élaboration de transition, la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) s'est achevée le 30 juin 2022, dans un environnement bouleversé par la guerre en Ukraine. Comment la devise dévoilée par le président de la République, Emmanuel Macron, à savoir « Relance, Puissance, et Appartenance » a-t-elle été percutée par les vents contraires géopolitiques ? Comment le plan de verdissement européenne poursuit-il son déploiement aujourd'hui ?

SGI France a organisé un déjeuner-débat ce jeudi 27 octobre à la Caisse des dépôts et consignations et a eu l'honneur d'accueillir des représentants de la Commission européenne, du gouvernement français, ainsi que des membres de SGI Europe. Cet événement présidé par **Pascal Bolo, président de SGI France et SGI Europe**, a rassemblé les membres de la Caisse des dépôts et consignations et à la Fédération des élus des entreprises publiques locales, qui se sont fortement investis dans la préparation de cette rencontre de haut niveau.

Pour l'occasion, **plusieurs membres clés du mouvement européen des employeurs de services publics et d'intérêt général étaient présents** pour échanger avec les nombreux intervenants, au rang desquels **Valeria Ronzitti**, secrétaire générale de SGI Europe mais aussi de **parties prenantes intéressées par les enjeux de cette transition** (élus, associations d'élus, entreprises, réseaux d'action politique). SGI France a été particulièrement ambitieux en invitant de nombreux intervenants pour disposer de la vision la plus panoramique possible qu'il soit de la mobilisation des acteurs publics.

Une réunion européenne au sommet de Paris

Après une allocution de bienvenue de Pascal Bolo, président de SGI France, **Valérie Drezet-Humez, cheffe de la représentation de la Commission européenne en France**, a présenté l'état des lieux au niveau européen de la mise en œuvre du Green Deal. Cette dernière, insistant sur la dimension de transversalité du

pacte vert, est également revenue sur l'avènement de la guerre en Ukraine à ce sujet.



Intervention de Valérie Drezet-Humez ainsi que d'Aurore Bivas

« On a vu la convergence des agendas. Si l'énergie a toujours été au cœur du pacte vert, on se retrouve au jour de cette agression, à la mise en lumière concrète de nos dépendances. On a eu finalement un effet d'accélération qu'on avait vu aussi observé post Covid. »

Aurore Bivas, conseillère au ministère des Affaires européennes, a souligné les priorités du gouvernement français dans cette transition en évoquant la feuille de route de Fit for 55.

Présenté dans une Communication **le 14 juillet 2021, le paquet « Fit for 55 »** propose une révision des grands cadres réglementaires dans le but d'atteindre le nouvel objectif de 55 % de réduction des émissions de gaz à effet en 2030. Dans le détail, ce paquet se compose de *12 initiatives interdépendantes*, dont **la révision du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE), la mise en place du règlement relatif au mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone (MACF) ou encore la mise en place d'un fond social européen afin d'accompagner les ménages et les petites entreprises dans cette transition.**

La contribution des SIG au verdissement de l'économie

Des exemples concrets concernant la transformation en cours et la contribution des SIG à la transition verte ont ensuite été présentés **par Mihai Chirca (Transdev, transport), Christelle Defaye-Geneste (La Poste, services postaux) et Jean-François Cognet (Orange, télécommunications).**

Christelle Defaye-Geneste est notamment revenue sur la **politique d'intégration RSE du groupe la Poste**, engagé depuis 2012, avec de nombreuses actions significatives telles que le financement des actifs verts, le retrait du financement du pétrole et du charbon, l'investissement dans les véhicules électriques ou encore l'optimisation des livraisons grâce au chargement en mode « vrac. »

Jean François Cognet, quant à lui, a esquissé **la stratégie globale d'Orange** pour coller au pacte vert, arguant que le **« digital est un poison mais aussi une solution »**. A ce jour, Orange fait partie des acteurs qui œuvrent pour un numérique responsable, en tant que membres du fondateur du collectif « Net Zéro initiative ». Les smartphones sont aujourd'hui composés de métaux précieux, rares et difficiles à extraire. Un conseil pratique et efficace s'impose aux consommateurs : faire durer nos téléphones, en les gardant les plus

longtemps possible.

Enfin, **Mihai Chirca**, a rappelé la nécessité pour la Commission européenne de se pencher davantage sur la mobilité du quotidien et insistant le rôle crucial de l'électricité ainsi que des difficultés rencontrées avec l'hydrogène pour le groupe Transdev.



Mihai Chirca, Responsable des
affaires européennes de Transdev

En conclusion de la table ronde, **Raphael Arnoux, sous-directeur de la commande publique au ministère de l'économie, et Gautier Chatelus, sous-directeur du département infrastructures et mobilité à la Banque des Territoires (CDC)**, ont abordé plus spécifiquement **le cadre réglementaire de la transition écologique**, (commande publique via les achats verts, projet de règlement des batteries) ainsi que la **dimension financière** (difficulté d'investir dans les énergies renouvelables à faible rentabilité ainsi que la nécessité de création d'unité de mesures).

Cet événement a été une occasion cruciale pour la SGI France et ses membres de se positionner stratégiquement comme des acteurs clés dans les priorités liées à l'UE à Paris. Il a également mis en évidence le besoin urgent de stimuler les emplois verts dans les SIG, tout en favorisant le développement durable. **Cette approche doit impliquer la promotion de l'investissement à long terme, mais aussi la mise en œuvre complète du Green Deal de l'UE pour favoriser la transition tout en assurant la compétitivité de l'UE.**